

que au pays. Ces espoirs que d'aucuns ont exprimés il y a un an ont maintenant sombré. C'est une politique catastrophique et il faut la modifier. Nous venons tout juste d'entendre une litanie de critiques du Programme énergétique national prononcée devant l'Office national de l'énergie.

L'Office national de l'énergie a convoqué une réunion pour examiner le côté de l'offre et d'après certains indices nous ne verrons pas le reste de l'offre et de la demande projetées dans le Programme énergétique national pour 1990. Au lieu de cela, le pays importera 600,000 barils par jour, soit à peu près les tiers de nos besoins. C'est ce que l'on peut conclure d'après un certain nombre d'observateurs très compétents de l'industrie. C'est le problème que le pays devra affronter, et le seul achat de ce pétrole entraînera d'énormes sorties de capitaux. Nous avons la possibilité d'éviter cela si nous pouvons remettre de l'ordre ici. Sinon, nous verrons le gouvernement sacrifier des emplois, notre sécurité énergétique, la croissance économique des années 80 et le développement d'une technologie avancée dans ces nouveaux domaines du développement énergétique. C'est ce qu'il fait en appliquant le programme le plus mal conçu qu'on ait jamais vu chez nous. Les avertissements sont clairs, qu'ils nous viennent de l'Independent Petroleum Association of Canada qui représente les sociétés appartenant à des Canadiens, de la Banque Royale du Canada, de l'Association des manufacturiers canadiens, de l'Institut de recherche C.D. Howe ou du Conseil économique du Canada. Les preuves sont là et elles ne pourraient être plus probantes. Pourtant, le gouvernement s'embourbe de plus en plus en refusant de modifier sa politique. Il n'en fera qu'à sa tête, en dépit de tout.

Non seulement la sécurité des approvisionnements du Canada sera compromise par un accroissement et non une diminution des importations et en raison du climat universel d'insécurité qui règne depuis les événements qui se sont produits au Moyen-Orient, mais en outre les Canadiens perdent des emplois. C'est de cela que je voudrais parler ce soir.

La Canadian Association of Oilwell Drilling Contractors nous a avisés que le nombre de puits qui seront forés cette année tombera des 10,000 qui avaient été prévus ou même des 9,000 qui ont été forés au cours de l'année écoulée à 6,000 et peut-être même moins.

C'est le signe avant-coureur d'un problème bien plus grave qui va nuire à d'autres régions du pays, surtout l'Ontario et le Québec. En effet, les compresseurs, les tuyaux, l'acier, les camions et l'équipement électronique nécessaires à l'exploration sont fabriqués dans ces deux provinces. L'Alberta reconnaît qu'elle ne peut produire elle-même tout ce dont elle a besoin et qu'elle doit s'adresser à nous. Ce seront donc les Canadiens de localités comme Welland, Hamilton, Stratford, Mississauga et peut-être même Etobicoke, Orillia et Sainte-Thérèse et d'autres endroits du centre du pays qui en souffriront. La mise en valeur des sables bitumineux profitera pour 40 p. 100 à l'Ouest, pour 25 p. 100 à l'Ontario et pour 10 à 12 p. 100 au Québec. Ce projet ne concerne donc pas uniquement l'Ouest; il concerne le Canada tout entier.

Permettez-moi de montrer l'importance que cette répartition va prendre compte tenu des dispositions du bill C-54. Ce qui est important, c'est l'incidence de la taxe sur les prix du pétrole et du gaz naturel. Les consommateurs devront payer le prix,

quel qu'il soit. Nous avons parfois tendance à perdre ce détail de vue, mais au bout du compte c'est, bien entendu, le consommateur qui paie.

La subvention fiscale du gouvernement fédéral sera trois fois plus élevée que celle annoncée dans le budget du mois de décembre; ainsi, elle se montera à 37.5 milliards de dollars alors qu'elles n'était que de 12.5 milliards de dollars dans le budget du mois de décembre 1979. Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le montant de la taxe. Elle sera élevée. Ce dont je veux parler ce soir, ce sont les répercussions que cette taxe va avoir.

Essayons de voir pourquoi le Programme énergétique national est une telle catastrophe, pourquoi il est boiteux lorsqu'on parle d'autarcie, de canadianisation et d'unité canadienne.

L'objectif numéro un de notre programme était l'autonomie. Nous nous sommes donc demandés ce qu'il y avait lieu d'imposer et comment il fallait se servir du régime fiscal pour réaliser cet objectif. Nous en sommes venus à conclure qu'il fallait chercher à encourager la production et à décourager la consommation. Dans ce contexte, nous avons donc laissé les mains libres à l'industrie pour lui permettre de mettre en valeur les ressources du pays. Simultanément, nous avons imposé une taxe d'accise pour tenter de réduire la consommation.

Quelle est la politique des libéraux? Ils ont imposé la production en introduisant une taxe à la production de 8 p. 100 et ils ont rendu la prospection et la mise en valeur du gaz naturel moins profitables en frappant le gaz naturel d'une taxe d'accise. Le gouvernement restreint la production et, en gardant les prix bas, il favorise la consommation. Cela n'est pas très logique lorsqu'on essaie de réaliser l'autonomie au moyen de la politique fiscale.

Que dire de la canadianisation? Notre politique était d'encourager les Canadiens à acheter des actions. J'ai parlé au début de mes observations du programme d'investissement canadien. Nous avons encouragé l'essor de l'industrie. En dix ans, la mainmise étrangère sur l'industrie est passée de 90 p. 100 à 70 p. 100, et elle continue de diminuer.

Mais quel a été le résultat du programme libéral? En imposant la production, les libéraux vont faire beaucoup plus de tort à l'industrie canadienne qu'aux multinationales parce que notre industrie est axée surtout sur la production.

● (2020)

Elle est axée sur l'exploitation et elle dispose de bien moins de capitaux, mais les multinationales peuvent répartir le poids de leurs impôts sur l'ensemble de leur industrie pétrochimique en faisant appel à la commercialisation. Par suite de ce budget, les multinationales sont jusqu'à un certain point en meilleure posture que les sociétés canadiennes que nous cherchons le plus à aider. Voilà la difficulté quant à l'incidence des impôts qui sont perçus aux termes de ce budget et qui figurent dans ce bill de voies et moyens. Voilà pourquoi les sociétés indépendantes qui appartiennent aux Canadiens songent à investir à l'étranger, alors que les multinationales déclarent qu'elles vont arriver à s'en tirer: c'est la tragédie de ce budget.